

L'année 2007 aura été une année paradoxale pour tous les centristes.

Année chaude et porteuse d'espoir d'abord : dans leur immense majorité, les centristes quelque soit leur sensibilité, se sont engagés dans la campagne du premier tour des élections présidentielles auprès de François BAYROU. Ici en Lot-et-Garonne, la réunion d'Agen qui a eu lieu le 5 avril 2007 au Parc des Expositions restera pour nous un sommet de mobilisation pour nos idées et pour nos convictions. François Bayrou fut un superbe candidat, amenant le score centriste (18,5 %) à des hauteurs pratiquement jamais atteintes à l'exception du score de Valéry Giscard d'Estaing au 1er tour de la présidentielle de 1974. Mais, le revers de cette médaille fut la non-qualification de F. Bayrou pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Année froide ensuite.

En une semaine, F. Bayrou glissa d'une position ouverte : « je ne sais pas encore pour qui je vais voter » (Mardi 24 Avril) à une prise de position hostile : « Je ne voterai pas pour Sarkozy » (Lundi 30 Avril) après une série de gestes publics dans ce sens (conférences de presse, débat Ségolène Royal-François Bayrou). Cette prise de position a ouvert dans notre famille politique, une grave crise entre ceux, dont Jean Dionis fait partie, qui veulent situer leur action à l'intérieur de la majorité présidentielle et ceux qui voulaient la situer de façon autonome à cette majorité -là.

Simultanément à la prise de position de François Bayrou, la très grande majorité des députés UDF (24 sur 28) qui, pour la plupart d'entre eux, l'avaient soutenu au premier tour, prenaient position pour Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle. Pour sa part, Jean Dionis a pris position pour ce dernier le Mercredi 25 Avril après en avoir discuté avec François Bayrou, le mardi 24 avril 2007, et avec le bureau départemental de la Fédération, le lundi 23 Avril 2007.

Ce choix était naturel pour Jean Dionis. Nicolas Sarkozy était mieux préparé que Ségolène Royal pour être notre Président et il y avait par ailleurs avec l'UMP une vraie proximité de programme contrairement avec le PS. Il ne s'agissait pas d'un choix contre celui de F. Bayrou. Il s'agissait d'un choix fidèle à l'histoire et aux convictions des centristes.



Visite d'Herve Morin, Président du Nouveau Centre, à Agen le 26 février 2008.

La réaffirmation des valeurs centristes en 2008 avec le Nouveau Centre

Cette reconstruction a été officialisée les 16 et 17 mai derniers lors du Congrès national du Nouveau Centre qui s'est déroulé à Nîmes.

Ce congrès fondateur, qui a réuni élus et adhérents du Nouveau Centre, a marqué le retour en force des idéaux centristes tels que l'humanisme, la liberté, la responsabilité, la solidarité ou encore la construction européenne, avec la possibilité réelle de donner du poids à ces valeurs grâce à la présence du Nouveau Centre dans le gouvernement. Quatre députés Nouveau

Centre sont en effet actuellement ministres ou secrétaires d'Etat : Hervé Morin (Ministre de la Défense), Valérie Létard (Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail), André Santini (Secrétaire d'Etat auprès du ministre du budget) et Christian Blanc (Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'écologie).

Convaincu que l'indépendance ne signifie pas l'isolement, les 7 000 adhérents et les 2 500 élus locaux du Nouveau Centre ont affirmé leur vo-

lonté d'imposer le Nouveau Centre et les valeurs centristes comme une force incontournable dans la majorité présidentielle pour construire une société plus solidaire et responsable.

Le nouveau Centre a fait le choix clair d'appartenir à la majorité présidentielle. La question du contenu de la solidarité qu'impose cette appartenance est posée. Pour nous, députés du Nouveau Centre, cette solidarité implique un soutien à la majorité présidentielle lors des votes politiques du budget et éventuellement des motions de censure. Pour le reste, le Nouveau Centre fera la preuve de sa liberté d'action et de sa fidélité aux idées centristes au niveau de son action parlementaire.

L'engagement du Nouveau Centre dans la majorité présidentielle est valable pour la durée du mandat présidentiel, de 2007 à 2012. Pour les échéances de 2012, le Nouveau Centre, comme cela a été dit plus haut, fera l'effort de produire et de proposer aux Français une offre politique complète (programme, équipe dirigeante et stratégie d'alliance...). Pour cette échéance, le Nouveau Centre bénéficie d'une véritable liberté d'action et il entend bien s'en servir.



Jean Dionis au Congrès de Nîmes les 16 et 17 mai 2008.